

ECHO DU SNU



Trimestriel d'informations du système des Nations Unies au Tchad

N°19 Octobre Décembre 2025



80 ans

de vie commune et au-delà...

Nos Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies au Tchad



NATIONS UNIES
TCHAD



Construisons
notre avenir
ensemble



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT



UNHCR
The UN Refugee Agency



Organisation
mondiale de la Santé



ONUSIDA



IOM
UN MIGRATION



OCHA



UNFPA



Programme
Alimentaire
Mondial
PAM

unicef
pour chaque enfant



ONUDC
Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime



VOLONTAIRES
ONU



unesco



UNDSS



United Nations
Peacebuilding
and Peace Support



PEACEBUILDING
FUND



UNOPS



Organisation
internationale
du Travail



IFAD
Investir dans les
populations rurales



ONU
environnement



NATIONS UNIES
TCHAD



Construisons
notre avenir
ensemble

Ce bulletin bimestriel d'informations du
système des Nations Unies (SNU) est réalisé
grâce à la supervision directe de:

-M. Luciano Calestini

-M. Dieudonné Bamouni

Respectivement, Président et Vice-président
du groupe de communication des Nations
Unies (UNCG).

Coordination:

Dr François Batalingaya,

Coordonnateur résident du système des
Nations Unies au Tchad et Coordonnateur
Humanitaire

Collecte d'informations et mise en page :

-Dohou Pascal Ferso

Chargé de communication au Bureau de la
Coordination du système des Nations Unies

Avec l'appui de:

-Aristophane Ngargoune/UNHCR

-Augustin Zusanne/OCHA

-Anne-Isabelle Leclercq Balde/ UNICEF

-Brice Kevin DA / UNICEF

-Jean Philippe Odinakachi/UNESCO

-Bouchoura Nassir Ousselat / UNESCO

-Joel Tchocke/UNFPA

-Adbel Aziz Ahamdan/ UNFPA

-Eric Djepatarlemgoto / UNFPA

-Asma Achahboun / PAM

-Coumba Adama Kamissoko / OMS

-NAISSEM Jonas / OMS

-Estelle Madjilem / FAO

-Mantar Laetitia / PUNV

-Marion Leila Ruth Harzi/ ONUDC

-Ehounou Tanoh Genevieve / ONUSIDA

-Zahra Oumar Abdel-Hadi / ONUSIDA

-Bekoutou Junior Masra / Secrétariat PBF

80 ans de l'ONU, 65 ans de Partenariat avec le Tchad

Chers lecteurs, chers partenaires,

Alors que l'Organisation des Nations Unies (ONU) célèbre cette année son 80e anniversaire, nous marquons également plus de 65 ans d'une coopération ininterrompue entre l'ONU et la République du Tchad. Ce double jalon est une occasion solennelle de réfléchir au chemin parcouru, aux défis surmontés, et à l'ambition d'un avenir bâti sur les idéaux de paix, de développement et de dignité humaine.

Depuis l'adhésion du Tchad à l'ONU, le 21 septembre 1960, notre partenariat a été façonné par une histoire complexe. Le Tchad, terre d'hospitalité et berceau de l'humanité (le pays de Toumaï), fait face à des défis colossaux : des crises humanitaires récurrentes alimentées par des conflits régionaux et l'afflux massif de réfugiés, une vulnérabilité aiguë aux chocs climatiques (inondations sévères touchant près de 2 millions de personnes en 2024), et la nécessité de lutter contre la pauvreté structurelle dans un contexte de développement humain très faible.

La longévité de la présence des agences, programmes et fonds des Nations Unies au Tchad témoigne de la solidité de notre engagement. Néanmoins, les défis rencontrés appellent à un partenariat renforcé et plus stratégique.

Notre action ne se limite pas à la réponse d'urgence. Elle s'inscrit dans une triple perspective : humanitaire, développement et paix (le "Nexus").

Des initiatives récentes, comme le lancement du cadre d'Action Anticipatoire pour les inondations – une première au Tchad – ou le soutien aux solutions durables pour les personnes déplacées, illustrent notre engagement à passer d'une logique de réaction à une logique de prévention.

Chers lecteurs et chers partenaires, Comment pouvons-nous, le Tchad et l'ONU, construire ensemble un avenir plus juste et durable ? La réponse réside dans une appropriation nationale plus forte et un engagement mutuel :

1. Prioriser les ODD : Le Tchad a adopté et à mobiliser des ressources en novembre dernier lors du lancement du Plan National de Développement sous l'appellation Tchad Connexion 2030. Notre rôle est d'aligner toutes les agences du Système des Nations Unies sur les priorités nationales, en se concentrant sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment la lutte contre la pauvreté, l'accès à l'éducation, à la santé et l'autonomisation des femmes.

2. Promouvoir l'Innovation et la Résilience : Nous devons explorer des solutions novatrices. L'activation du mécanisme d'action anticipatoire en est un exemple. Nous devons également renforcer les capacités du Tchad à faire face aux crises climatiques et sécuritaires en investissant dans la jeunesse et dans les infrastructures vertes.



Dr Francois Batalingaya,
Coordonnateur résident du système des Nations Unies
et Coordonnateur Humanitaire

3. Consolider la Paix : Un développement durable ne peut prospérer sans paix et sécurité. Le Tchad, étant un acteur clé de la stabilité régionale, mérite un soutien accru pour ses efforts de consolidation de la paix, de désarmement et de réinsertion.

Au seuil de cette nouvelle ère, le partenariat entre l'ONU et le Tchad est plus pertinent que jamais. En travaillant main dans la main, en privilégiant l'audace, la transparence et l'inclusion, nous transformerons les défis en opportunités. C'est en investissant dans chaque Tchadienne et Tchadien, dans la jeunesse, que nous bâtirons l'humanité de demain et garantirons un avenir prospère pour le pays de Toumaï.

En 2026, nous ne nous contenterons pas de répondre aux urgences. Nous continuerons à construire. À rassembler. À investir dans l'espoir. Car c'est ensemble, et seulement ensemble, que nous pourrions faire émerger un Tchad plus résilient, plus solidaire et tourné vers l'avenir.

Je vous souhaite, ainsi qu'à vos familles et à vos proches, une année 2026 placée sous le signe de la santé, de la paix et de la réussite partagée. Très belle et excellente année 2026 à toutes et à tous.



Construisons notre avenir ensemble

80 ans de l'ONU : le Tchad réaffirme son attachement au multilatéralisme.

Le 23 octobre 2025, le Tchad a célébré le 80^e anniversaire de la création des Nations Unies lors d'une cérémonie placée sous le thème « Construisons ensemble notre avenir ». Une occasion pour les autorités tchadiennes et le Système des Nations Unies de réaffirmer leur engagement commun en faveur de la paix, du développement durable et de la solidarité internationale, dans un contexte mondial marqué par de multiples défis.

À l'instar de nombreux pays à travers le monde, le Tchad a célébré le 80^e anniversaire des Nations Unies, fondées en 1945. La cérémonie, organisée par le Bureau du Coordonnateur du Système des Nations Unies, a mis en avant l'importance du multilatéralisme comme levier essentiel pour relever les défis mondiaux et soutenir les priorités nationales de développement.

Prenant la parole, le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, Dr François Batalingaya, a rappelé que cet anniversaire ne se limite pas à une commémoration symbolique. « Ce 80^e anniversaire nous invite à réfléchir au monde que nous voulons construire ensemble », a-t-il déclaré, évoquant les crises climatiques, l'accroissement des inégalités et la raréfaction des ressources comme défis majeurs de l'heure.

Le Coordonnateur résident a également attiré l'attention sur les conséquences du gel de certains financements internationaux, notamment américains, qui ont conduit à une réduction significative des effectifs des agences onusiennes et à la fermeture de plusieurs bureaux au Sud, à l'Est et au Lac.



Représentant le ministre des Affaires étrangères, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et des Tchadiens de l'Étranger, Dr Djangbeye Guelngar Evariste, a salué les résultats concrets issus du partenariat entre le Tchad et les Nations Unies. Il a souligné la nécessité d'une coopération respectueuse de la souveraineté nationale et alignée sur les priorités du pays.

La célébration du 80^e anniversaire de l'ONU a ainsi permis de réaffirmer l'engagement commun du Tchad et des Nations Unies en faveur de la paix, du développement durable et de la solidarité internationale, dans un contexte mondial où la coopération multilatérale demeure plus que jamais indispensable.

Les Jeunes au Cœur de la Celebration #UN80 au Tchad

Dans le cadre de la célébration de la Journée des Nations Unies, une page importante de l'histoire s'est écrite ce matin à N'Djamena, avec et pour la jeunesse tchadienne. Le Système des Nations Unies au Tchad, à travers l'UNFPA, a organisé une assise historique rassemblant le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, les chefs d'agences onusiennes ainsi qu'une large représentation des jeunes venus de divers horizons.

Bien plus qu'un simple événement commémoratif, cette rencontre a constitué une triple célébration hautement symbolique : les 80 ans de la Charte des Nations Unies, les 30 ans du Programme d'Action Mondial pour la Jeunesse et les 10 ans de l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité. Ces jalons rappellent avec force que la jeunesse n'est pas seulement bénéficiaire des politiques publiques, mais un acteur central de paix, d'innovation et de développement durable. Dans son allocution, le Ministre de la Jeunesse et des Sports a mis en lumière le rôle stratégique de l'engagement, de la créativité et de l'esprit d'initiative des jeunes dans la transformation du Tchad. Il a insisté sur la nécessité d'une

action concertée et inclusive, réunissant les institutions gouvernementales, les partenaires au développement et la société civile, afin de créer un environnement favorable à l'épanouissement du potentiel jeunesse.

De son côté, le Coordonnateur Résident des Nations Unies a salué les efforts et la vision du Gouvernement tchadien, notamment à travers le Plan National de Développement et l'initiative Tchad Connexion 2030, qui placent la jeunesse au cœur des priorités nationales. Il a également exprimé sa reconnaissance envers l'UNFPA pour son leadership et son rôle moteur dans l'autonomisation des jeunes, en favorisant leur participation active aux processus décisionnels. Cette assise a réaffirmé une conviction partagée : investir dans la jeunesse, c'est investir dans l'avenir du Tchad. En renforçant leur participation citoyenne, leur accès aux opportunités et leur implication dans les politiques publiques, les jeunes deviennent des partenaires incontournables du développement, capables de relever les défis d'aujourd'hui et de bâtir un avenir plus inclusif, pacifique et prospère.



Un match amical de football a été organisé dans le cadre des célébrations de la Journée des Nations Unies.

Le #FCUN et la sélection gouvernementale se sont affrontés cet après-midi lors d'un match amical au stade Paris Congo.

Loin des négociations diplomatiques, ce duel sur le terrain a été un magnifique vecteur de cohésion et a magnifié les valeurs de solidarité, de fraternité et de paix chères aux deux entités.

Sous la houlette d'un staff technique prestigieux, l'équipe de l'ONU, emmenée par son capitaine d'honneur, le Coordonnateur résident Dr François Batalingaya, a livré une performance remarquable. Face à elle, l'équipe gouvernementale, menée par le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, a joué avec détermination.

Sur le terrain, les deux équipes ont connu de nombreuses périodes de possession et des attaques bien placées, transformant le match en une véritable démonstration de fair-play et d'engagement mutuel. Au-delà du score de 3-0 en faveur de l'équipe gouvernementale, qui était secondaire dans cette rencontre symbolique, c'est l'esprit d'équipe et la passe décisive vers un avenir commun qui ont laissé une impression durable.

Ce succès retentissant confirme que le sport est un terrain d'entente privilégié pour les plus hautes sphères du pouvoir.



En fin de mission, le Représentant du HCR décoré par le Chef d l'Etat.



Arrivé en fin de mission après 18 mois passés au Tchad, le Représentant du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, M. **Magatte Guisse** est élevé ce midi, par le Président de la République, Chef de l'Etat, Maréchal **MAHAMAT IDRIS DEBY ITNO**, au grade d'officier de l'Ordre National du Tchad.

Cette distinction est attribuée au diplomate onusien en reconnaissance de sa contribution à la cause humanitaire au pays de Toumaï. Sous son impulsion, le partenariat entre le HCR et le Tchad a pris un nouvel élan. Refuge, assistance humanitaire, protection des réfugiés, déplacés internes et soutien aux communautés hôtes. Le diplomate onusien a su être un interlocuteur proche des autorités et un acteur de terrain attentif aux besoins des populations. En reconnaissance de sa contribution à la cause humanitaire, le Président de la République l'a élevé au grade d'Officier de l'Ordre National du Tchad.

En retour, M. Magatte Guisse a exprimé sa gratitude au Chef de l'État pour la protection des personnes vulnérables et le

renforcement de la solidarité nationale. Le service humanitaire au Tchad de M. Magatte Guisse remonte à plus d'une décennie. Il avait d'abord servi comme chef de bureau du HCR à Koukou-Angarana, dans la province de Sila. C'est donc, un bon connaisseur du pays qui est appelé par le devoir, à servir sous d'autres cieux.



Est du Tchad : une formation juridique ouvre de nouvelles perspectives aux réfugiés soudanais

Dans un contexte marqué par des déplacements forcés massifs et une pression croissante sur les pays d'accueil, la recherche de solutions durables pour les réfugiés demeure un enjeu majeur. À l'Est du Tchad, une initiative exemplaire vient illustrer comment l'accès à la formation et à l'insertion professionnelle peut transformer la vie des réfugiés tout en renforçant les capacités nationales.

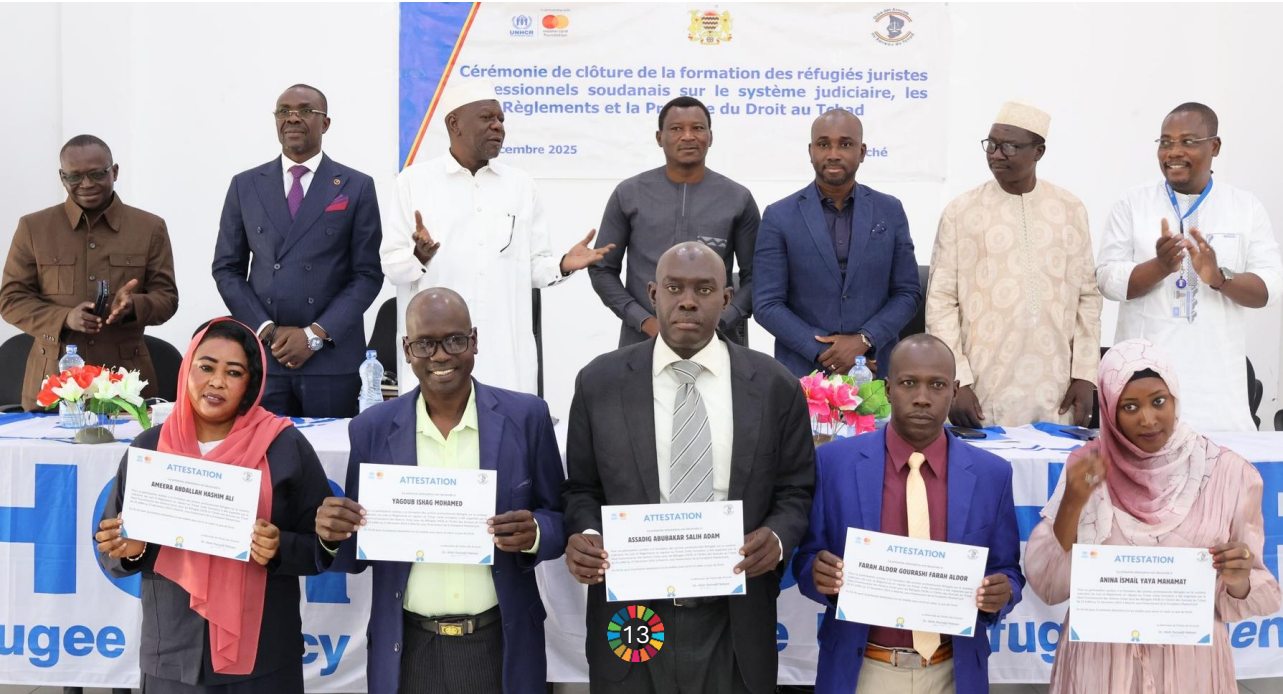
Cent réfugiés soudanais, tous avocats de formation, ont récemment achevé avec succès un programme de formation intensive de six mois consacrés au système judiciaire tchadien. Cette formation portait sur les lois, les règlements et les procédures juridiques en vigueur au Tchad, leur permettant d'acquérir les compétences indispensables à l'exercice de fonctions libérales dans le pays d'accueil.

Ce programme est le fruit d'un partenariat étroit entre le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et le Barreau du Tchad. Il s'inscrit dans une approche innovante visant non seulement à protéger les réfugiés, mais aussi à valoriser leurs compétences professionnelles et à

favoriser leur autonomie économique. Le financement de cette initiative a été assuré par la Fondation MasterCard, dont l'engagement en faveur de l'éducation et de l'inclusion professionnelle joue un rôle clé dans la réussite du projet.

Au-delà de l'acquisition de connaissances juridiques, cette formation représente une étape décisive vers l'intégration socio-économique des réfugiés soudanais au Tchad. En leur ouvrant l'accès à des activités professionnelles reconnues, elle contribue à réduire leur dépendance à l'aide humanitaire tout en renforçant l'offre de services juridiques dans les régions concernées.

Pour les autorités tchadiennes et leurs partenaires, ce projet illustre le potentiel des initiatives axées sur le développement des compétences comme solutions durables aux crises de réfugiés. Il démontre également que l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux peut constituer un levier de développement bénéfique tant pour les populations déplacées que pour les communautés hôtes.



Atelier sur la Résolution 1325 : les OSC mobilisées pour la paix au Tchad



Le Coordinateur Résident du Système des Nations Unies au Tchad, **Dr François Xavier Batalingaya**, accompagné de la Représentante Résidente de l'**UNFPA**, **Mme Yewandé Odia**, a procédé le **15 décembre 2025** à l'ouverture officielle de l'atelier de présentation des activités des **Organisations de la Société Civile (OSC)**, inscrites dans la mise en œuvre du **Plan d'action national de la Résolution 1325** des Nations Unies. Financée par le **Women's Peace & Humanitarian Fund (Fonds des Femmes pour la Paix et l'Action Humanitaire)**,

cette initiative vise à renforcer la participation et le leadership des femmes dans la consolidation de la paix et la prévention ainsi que la résolution des conflits au Tchad.

Durant **deux jours**, les représentants des OSC venus de différentes provinces mèneront une analyse conjointe des actions réalisées, avant d'élaborer des propositions d'amélioration destinées à optimiser l'impact et la durabilité de ce projet stratégique au service de la paix et de l'inclusion.



Climat, paix et sécurité : une mission d'experts de l'ONU en immersion au Tchad

En décembre 2025, le Tchad a accueilli une mission du Groupe informel d'experts des membres du Conseil de sécurité des Nations Unies dédiée aux enjeux du climat, de la paix et de la sécurité. Cette visite stratégique s'inscrit dans une volonté de mieux comprendre les liens étroits entre changement climatique et stabilité dans les contextes fragiles.

En prélude à leur déplacement dans l'Est du pays, les membres de la délégation ont été reçus le lundi 8 décembre par le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. Djangbeye Guelngar Évariste. Cette rencontre officielle a permis de notifier la présence de la mission sur le territoire tchadien et de présenter les objectifs majeurs de la visite, centrés sur l'analyse approfondie de l'impact du changement climatique sur la paix et la sécurité au Tchad.

Les échanges se sont poursuivis à travers une discussion interinstitutionnelle réunissant des représentants de

plusieurs ministères sectoriels ainsi que de la Médiature de la République, favorisant une lecture transversale des défis climatiques et sécuritaires.

Afin de renforcer leur compréhension du contexte national, les experts ont également bénéficié de briefings sécuritaires assurés par les Conseillers sécurité des Nations Unies (UNDSS), ainsi que par le Conseiller Paix et Développement auprès du Coordonnateur résident des Nations Unies au Tchad. La mission s'est enfin enrichie d'échanges techniques avec un groupe d'agences onusiennes actives dans le Bassin du Lac Tchad, région particulièrement exposée aux effets combinés de l'insécurité et du dérèglement climatique.

Cette mission marque une étape importante dans la prise en compte du climat comme facteur déterminant de paix et de sécurité, et ouvre la voie à des réponses internationales mieux adaptées aux réalités tchadiennes.



Tchad Connexion 2030 : les partenaires financiers réaffirment leur engagement



Un mois après la tenue du forum Tchad Connexion 2030 à Abu Dhabi, la dynamique se poursuit. Le vendredi 12 décembre 2025, le Ministre d'État, ministre des Finances, du Budget, de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, M. Tahir Hamit Ngulin, a présidé une réunion stratégique avec le Comité des Partenaires Techniques et Financiers du Tchad (CPTF), au Bureau du Coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Tchad.

Pendant près de deux heures d'échanges francs et constructifs, les discussions ont porté sur le rôle central du CPTF dans la mise en œuvre du Nouveau Plan National de Développement (PND) – Tchad Connexion 2030, ainsi que sur l'accompagnement des mécanismes de coordination indispensables à son succès.



Le Ministre d'État a souligné l'importance d'un appui renforcé des partenaires pour atteindre les objectifs fixés et accélérer la réalisation des projets prioritaires du gouvernement.

Prenant la parole, le Coordonnateur résident des Nations Unies, Dr François Batalingaya, a rappelé que soutenir le PND, c'est contribuer directement à l'atteinte des Objectifs de développement durable (#ODD), en favorisant une croissance inclusive et durable au bénéfice des populations tchadiennes.

La rencontre s'est conclue sur une note d'optimisme et d'engagement partagé, avec la perspective de prochaines réunions destinées à approfondir la coordination et à maintenir l'élan autour de Tchad Connexion 2030.



Mobilisation pour la finalisation du Troisième Recensement Général de la Population (RGPH 3) !

Le Coordonnateur Résident des Nations Unies au Tchad M. François Xavier Batalingaya, l'Ambassadeur de France, Eric Girard, la Conseillère de l'Union Européenne Agnes KOVACS et la Représentante de l'UNFPA ont visité l'INSEED le 9 décembre 2025 pour suivre la préparation du Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-3), prévu pour le premier semestre 2026.

La délégation a visité le laboratoire de cartographie et assisté à une démonstration de collecte de données par tablettes numériques, garantissant rapidité, centralisation sécurisée et précision géographique des données (ménages, infrastructures). Les visiteurs ont salué les avancées accomplies dans la préparation du recensement, particulièrement la phase de la cartographie censitaire avec l'appui technique et financier de l'UNFPA et de la Banque mondiale.

Le Directeur Général de l'INSEED, Tom Chérif BILIO, s'est félicité de ce partenariat, soulignant l'importance de ces données actualisées et fiables pour les politiques publiques, le suivi des ODD et le Plan National de Développement "Connexion 2030". La Représentante de l'UNFPA et les autres partenaires ont réaffirmé l'importance du recensement et la bonne collaboration.



Les autorités du Lac et le SNU unis pour des solutions durables aux déplacés

La province du Lac poursuit sa mobilisation en faveur des solutions durables pour les personnes déplacées internes (PDI) et les retournés. Durant quatre jours en novembre, une mission conjointe conduite par les autorités provinciales, avec le soutien technique et financier des agences des Nations Unies (OCHA, HCR, OIM, PNUD, etc.) et des ONG nationales et internationales, s'est rendue dans six des onze zones de convergence des départements de Mamdi, Kaya et Fouli.



Délégué Général du Gouvernement auprès de la Province du Lac

Cette mission de terrain a permis d'apprécier l'impact des interventions menées par l'ensemble des acteurs de l'aide, d'identifier les défis persistants et de mettre en lumière les opportunités pour bâtir des solutions durables.

L'atelier de restitution de cette mission, organisé le 20 novembre à Bol, a marqué une étape clé. Il a permis de renforcer la compréhension mutuelle et la coordination entre l'État et les acteurs de l'aide, confirmant la nécessité d'une action conjointe et progressive. Les discussions ont mis en avant l'importance d'un accompagnement structuré pour sortir durablement les personnes de leur statut de PDI et bâtir les conditions du développement de la province.

Cette mission illustre l'engagement collectif du SNU et des ONG à accompagner le leadership gouvernemental dans une approche coordonnée et territoriale. Avec le concours des ONG présentes dans la province, les agences du SNU, ensemble et selon leur domaine d'expertise, soutiennent pleinement le cadre de concertation Nexus – outil permettant de favoriser une approche

coordonnée vers des solutions durables au déplacement et le développement de la province. Elles ont notamment appuyé l'élaboration d'une cartographie dynamique des acteurs et projets, la tenue régulière des réunions et l'accompagnement à la définition de stratégies opérationnelles pour les zones de convergence.

Ces efforts s'inscrivent dans une dynamique nationale : la stratégie sur les solutions durables, en cours de validation politique, traduit l'engagement du Gouvernement et de ses partenaires à inscrire la réponse aux déplacements dans la mise en œuvre du Plan national de développement Tchad Connexion 2030.

Le Système des Nations Unies, aux côtés des ONG, demeure mobilisé pour soutenir les autorités dans la concrétisation d'une approche coordonnée et intégrée. L'objectif partagé est de réduire progressivement le nombre de PDI et de renforcer les bases d'un développement inclusif et durable dans la province du Lac, notamment.



Président du CPA technique de la province

← Président de Conseil Provincial du Lac

Le Tchad a vibré, ce 5 décembre, au rythme de la Journée internationale des volontaires



Une célébration placée cette année sous le signe d'un événement majeur : le lancement officiel de l'Année internationale des volontaires pour le développement durable.

Sous le thème évocateur « Chaque contribution compte », la cérémonie a mis en lumière l'engagement de milliers de femmes et d'hommes qui, souvent loin des projecteurs, transforment le quotidien des communautés. Des bénévoles dont l'action, rappelle Odia Yowandé, représentante résidente de l'UNFPA et Coordinatrice résidente par intérim du Système des Nations Unies au Tchad, « se mesure en espoir, en confiance et en dignité ». Pour elle, le développement durable ne peut exister sans une forte implication citoyenne.

Dans le même élan, Zianserbé Jérémie, Coordonnateur du Programme des Volontaires des Nations Unies au Tchad, a lancé un appel clair : faire de cette année internationale une opportunité pour chacun de s'engager activement en faveur d'une cause qui lui tient à cœur.

Prenant la parole pour le lancement officiel, le Ministre de la Jeunesse, Maïdé Hamit Lony, a souligné la portée de chaque geste solidaire : « Chaque acte de volontariat, aussi modeste soit-il, constitue une force vive pour la consolidation du développement national. » Un message fort qui rappelle que le volontariat demeure un levier essentiel de la cohésion sociale, un moteur de progrès collectif et un pilier incontournable pour bâtir un avenir durable au Tchad.



Prévention et lutte contre l'exploitation et les abus sexuels au Tchad : entre acquis, défis et perspectives

La question de la prévention et de la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) occupe une place centrale dans l'action humanitaire et du développement au Tchad, un pays confronté à des crises multiples – humanitaires, sécuritaires et sociales – qui exposent davantage les populations les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les personnes déplacées.

C'est dans ce contexte qu'un atelier bilan du Réseau pour la Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels (PSEA) s'est ouvert le jeudi 13 novembre à N'Djaména, réunissant une cinquantaine de points focaux issus d'associations nationales, d'organisations internationales et de partenaires humanitaires. Cette rencontre marque une étape stratégique dans le renforcement du dispositif de prévention au Tchad.

Un cadre de coordination essentiel

En ouvrant les travaux, Yahaya Balima, Chef du Bureau du Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, a souligné l'importance de cet espace de concertation pour consolider les acquis et corriger les insuffisances du réseau. Son intervention met en lumière un enjeu fondamental : la responsabilité collective des acteurs humanitaires face aux risques d'abus, y compris au sein même des mécanismes d'aide.

L'atelier vise ainsi à :

- évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des standards PSEA ;
- identifier les bonnes pratiques en matière de prévention, de signalement et de prise en charge des survivants ;
- renforcer la redevabilité envers les communautés bénéficiaires.



Comme l'a rappelé M. Balima, une réponse humanitaire efficace ne peut être dissociée du respect strict des principes de protection et de dignité humaine.

Des avancées notables, mais des défis persistants

Au cours des dernières années, le Tchad a enregistré des progrès significatifs : mise en place de points focaux PSEA, sensibilisation accrue des acteurs de terrain, intégration progressive de mécanismes de plaintes communautaires. Toutefois, des défis majeurs subsistent. Le silence des victimes, la peur de représailles, le manque de connaissance des mécanismes de signalement et les pesanteurs socioculturelles continuent de freiner la dénonciation des abus.

Par ailleurs, la dispersion géographique des zones d'intervention et l'insuffisance des

ressources humaines spécialisées complique la couverture effective du dispositif PSEA, en particulier dans les zones rurales et les contextes d'urgence.

Vers une vision stratégique à l'horizon 2026

Au-delà du bilan, l'atelier de N'Djaména constitue un moment clé pour définir les orientations stratégiques du plan d'action PSEA 2026. Cette projection traduit une volonté de passer d'actions ponctuelles à une approche plus systémique et durable, axée sur :

- le renforcement des capacités locales ;
- l'harmonisation des procédures entre organisations ;
- l'implication accrue des communautés dans la prévention ;
- et l'ancrage de la PSEA comme pilier transversal de toute intervention

humanitaire et de développement.

Une responsabilité collective et durable

La lutte contre l'exploitation et les abus sexuels au Tchad ne peut être l'affaire d'un seul acteur. Elle exige une mobilisation continue, une coopération renforcée entre institutions nationales, partenaires internationaux et société civile, ainsi qu'un engagement clair en faveur de la tolérance zéro.

Cet atelier bilan rappelle une vérité essentielle : protéger les populations, c'est aussi se remettre en question, améliorer ses pratiques et placer la dignité humaine au cœur de toute action. La réussite du plan PSEA 2026 dépendra de cette capacité collective à transformer les engagements en actions concrètes et mesurables.

Atelier de validation de la Stratégie Nationale de Réconciliation et de Consolidation de la Paix (SNRCP) à N'Djaména : une étape déterminante vers la paix durable au Tchad



Le mardi 12 novembre 2025, à N'Djaména, la Médiature de la République a convoqué un moment crucial de dialogue et de construction nationale avec l'organisation de l'atelier de validation de la Stratégie Nationale de Réconciliation et de Consolidation de la Paix (SNRCP). Cette rencontre participe d'une dynamique profonde visant à consolider la cohésion sociale et à inscrire durablement la paix dans le tissu national. Aux côtés de la Médiature, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) a joué un rôle de partenaire stratégique, attestant l'importance des droits humains comme pierre angulaire de toute réconciliation véritable.

Cet atelier de validation n'est pas une simple formalité technique. Il représente une étape essentielle de construction collective du futur du Tchad. En réunissant les principaux acteurs étatiques, les partenaires internationaux, les

représentants de la société civile, les mouvements sociaux et les expert-es en droits humains, la Médiature a favorisé un cadre où les visions diverses se rencontrent pour converger vers une stratégie commune.

La SNRCP, fruit de plusieurs mois de consultations inclusives, est conçue comme une feuille de route stratégique destinée à répondre aux défis actuels de :

- ✓ Réconciliation nationale ;
- ✓ Prévention et résolution des conflits ;
- ✓ Renforcement du vivre-ensemble ;
- ✓ Promotion et protection des droits humains ;
- ✓ Réhabilitation des communautés affectées par les violences.

L'atelier visait à valider collectivement les grandes orientations et les mécanismes d'application de cette stratégie, en insistant sur son caractère participatif et adapté aux réalités sociopolitiques du Tchad.



M. Djibrine, Secrétaire adjoint de la Médiature du Tchad



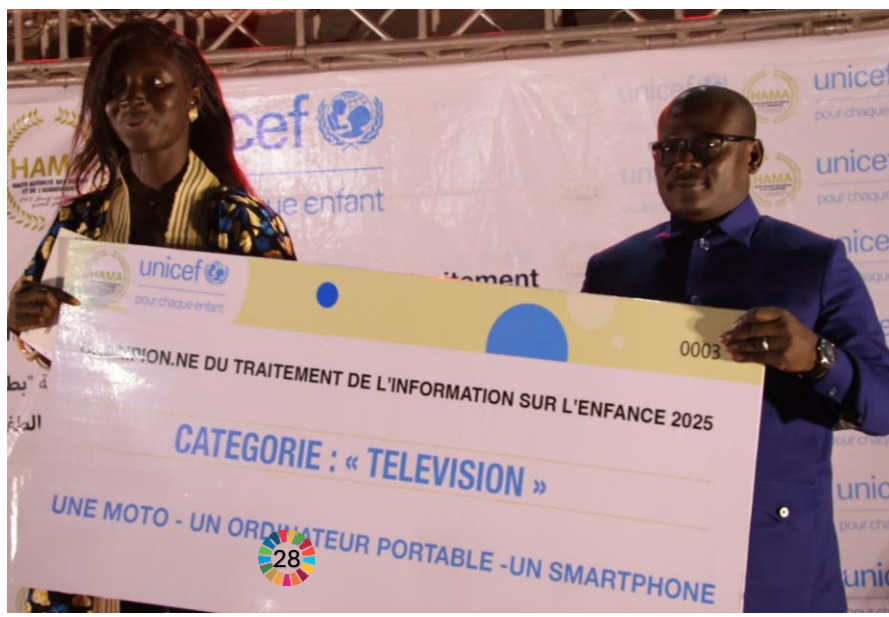
M. Felix Ahounsou, Représentant du HCDH

Les champions.nes du traitement de l'information sur l'enfance récompensés

La cérémonie de remise des prix de la 5^e édition du Concours de journalisme pour l'enfance a eu lieu le 20 novembre 2025, à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance.

Organisé par la Haute Autorité des Media et de l'Audiovisuel du Tchad en partenariat avec l'UNICEF, ce concours vise à saluer et encourager l'engagement des professionnels des médias en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'enfant. À l'issue de cette édition, quatre journalistes issus de la télévision, de la presse écrite, de la presse en ligne et de la radio, ont été récompensés pour la qualité de leurs œuvres.

À travers ces distinctions, c'est aussi le rôle essentiel des médias qui est mis en lumière : informer, sensibiliser l'opinion et contribuer à bâtir une société où chaque enfant voit ses droits respectés et protégés.



Rentrée scolaire 2025-2026, l'UNICEF et ses partenaires mobilisés pour accompagner plus de 560 000 élèves au Tchad

Le lancement officiel de la rentrée scolaire s'est tenu à Bongor, dans la province du Mayo-Kebbi Est, en présence du Ministre Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, des délégations de l'UNICEF et du Programme alimentaire mondial ainsi que de plusieurs partenaires techniques et financiers.

Cette cérémonie a également marqué le lancement de la campagne #JeVaisALEcole, visant à promouvoir la scolarisation et à encourager le maintien

des enfants à l'école.

Dans le cadre de cette initiative, l'UNICEF, avec le soutien du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), a procédé à la distribution de kits scolaires au profit de plus de 560 000 élèves et 10 000 enseignants à travers le pays.

À travers cette forte mobilisation collective, une même promesse est réaffirmée : donner à chaque enfant, où qu'il se trouve, les moyens d'apprendre, de rêver et de construire son avenir.



U-Report Tchad franchit une étape historique : 2 millions de jeunes engagés à travers le pays

U-Report est une initiative mondiale portée par les adolescents.es et les jeunes, et soutenue par l'UNICEF. Lancée au Tchad en 2016, cette plateforme a franchi un cap historique en octobre 2025 en atteignant 2 millions de U-Reporters, filles et garçons. Ce jalon illustre l'engagement croissant des adolescents et des jeunes à faire entendre leur voix et à agir concrètement pour le changement au sein de leurs communautés.

À travers la plateforme U-Report et sur le terrain, les jeunes s'informent, partagent leurs opinions, répondent à des sondages, participent à des discussions et mènent des actions concrètes autour de thématiques essentielles telles que l'éducation, la santé, la protection, l'emploi des jeunes ou encore le climat. Ils deviennent ainsi de véritables acteurs du changement, capables d'influencer les décisions qui impactent leur quotidien et leur avenir.

En atteignant ce cap symbolique de 2 millions de membres, U-Report Tchad confirme son rôle de plateforme clé de participation citoyenne des adolescents et des jeunes, au service de l'inclusion, de l'innovation sociale et du développement du pays. Un outil puissant pour continuer à amplifier la voix des filles et des garçons et contribuer à la construction d'un avenir plus juste, plus inclusif et plus équitable pour tous.



2 millions
de
U-Reporters au Tchad

L'UNICEF soutien la participation du Tchad au Sommet des Filles d'Afrique de l'Ouest et du Centre

Trois jeunes tchadiennes ont pris part grâce au soutien de l'UNICEF, au Sommet des Filles d'Afrique de l'Ouest et du Centre qui s'est tenu du 10 au 11 octobre 2025 à Dakar au Sénégal.

A cette occasion, plus de 200 filles venues d'Afrique de l'Ouest et du Centre ont appelé les dirigeants de la région à agir d'urgence pour garantir leurs droits à l'éducation, à la santé, à la protection, à la participation et à l'égalité des chances.

«Je souhaite rappeler que chaque fille, partout dans le monde, a le droit de rêver, d'apprendre, de choisir, et surtout, d'être entendue. Ensemble, faisons grandir un monde où les filles ne sont pas limitées par des barrières, mais portées par des opportunités.

Élever la voix des filles, c'est élever l'avenir »

a laissé entendre Togue Yallah Anita Horbira, 17 ans, Présidente du Parlement des Enfants du Tchad.

À travers leur participation à ce sommet régional, ces jeunes filles tchadiennes ont porté l'espoir de millions d'autres, rappelant leur rôle crucial dans les décisions qui les concernent.



L'UNFPA Tchad lance une évaluation des besoins humanitaires en SSR/VBG à l'Est et dans la province du Lac Tchad

En septembre 2025, l'UNFPA Tchad a démarré une évaluation des besoins en Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) et en matière de Violence Basée sur le Genre (VBG) dans les provinces du Ouaddaï, de Sila, de Wadi Fira et du Lac Tchad. L'objectif est de mieux comprendre les réalités contextuelles pour ajuster les interventions de protection et de SSR auprès des populations vulnérables, notamment les femmes, les filles et les jeunes, touchées par les crises.

Protection et lutte contre les VBG



Face à la menace majeure des VBG (6 292 cas rapportés et pris en charge en 2024 selon l'OPEG), Cette évaluation permettra d'analyser l'efficacité des mécanismes de protection et d'identifier les obstacles à l'accès à un environnement sûr. Elle porte une attention particulière aux adolescents et jeunes, exposés aux VBG, mariages forcés, exploitation et grossesses précoces,

afin de répondre à leurs besoins spécifiques. Cette démarche est essentielle pour une planification stratégique, ciblée et efficace de la réponse humanitaire, a souligné le Représentant Adjoint de l'UNFPA, Cheikh Mohamed Tidiane Mbengue.



Accès garanti à la SSR

L'évaluation identifie les besoins essentiels en SSR (planification familiale, SONU, prévention/traitement des IST/VIH, services maternels et infantiles) et analyse les barrières d'accès (insécurité, manque de personnel, ruptures de stocks, obstacles culturels).

Action et plaidoyer

Les conclusions serviront de base factuelle à l'UNFPA pour concevoir et mettre en œuvre des programmes d'intervention pertinents et impactants, guidant l'élaboration de stratégies pour renforcer la protection contre les VBG et assurer l'accès continu aux services vitaux.



Les Réfugiées soudanaises à Adré (frontière Est Tchad) à la manette de leur reconstruction de vie à travers la santé intégrée au VBG!

Face à la grave crise humanitaire, les femmes réfugiées soudanaises à Adré (Est du Tchad) montrent une résilience remarquable. Dépassant les traumatismes et les conditions précaires, elles ont créé le « Clinic Médical Al Genina », une structure vitale pour leur communauté.

L'afflux soudain de plus de 283 000 réfugiés, majoritairement des femmes (58%) et des enfants (93% des retournés), a submergé la ville d'Adré. Ce contexte exige protection et services spécifiques, notamment en Santé Sexuelle et Reproductive et en lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG).



Clinic médical Al Genina : Un modèle d'autonomisation

Sous l'impulsion de Madame Zara Brahim Adam, ce centre offre les premiers soins, le soutien psychosocial, et un espace d'entraide et d'autonomisation économique. Ce modèle communautaire, mené par les femmes pour les femmes, est un témoignage fort de leur refus d'être seulement des assistées.

Saluant cette initiative, l'UNFPA a exprimé son admiration et son intention de renforcer son partenariat avec le Centre Al Genina. Le Représentant adjoint de UNFPA en visitant le centre et échangeant avec ces femmes a souligné leur résilience, élément clé d'une réponse humanitaire durable.

L'UNFPA rappelle cependant le déficit de financement : seulement 2,5 millions de dollars reçus sur les 27 millions nécessaires pour 2025, mettant en danger les services vitaux pour les femmes et filles au Tchad. Il est urgent de soutenir les réfugiées victimes de la crise soudanaise.

Les femmes et les jeunes, acteurs clés de la cohésion sociale dans le Logone Oriental grâce au soutien du PBF

Dans la province du Logone Oriental, Humanité & Inclusion, en collaboration avec l'Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad (APLFT) et l'Union des Femmes pour la Paix (UFEP), met en œuvre un projet d'envergure grâce au soutien financier du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix (PBF).

Ce projet, véritable levier de transformation sociale, vise à promouvoir la participation active des femmes et des jeunes comme acteurs clés de la cohésion sociale, notamment dans la prise de décision communautaire et la résolution des conflits liés à la gestion des terres.

Dans le Canton Béti, par exemple, un comité mixte de résolution de conflits a été mis en place en avril 2025. Il est composé de 24 femmes et 7 jeunes, engagés dans des actions de sensibilisation auprès des éleveurs et des agriculteurs, deux groupes essentiels mais souvent impliqués dans les tensions liées à la gestion des ressources naturelles.

Grâce à l'appui déterminant du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix, ces comités bénéficient de formations et ateliers de renforcement de capacités. Ces sessions leur permettent d'acquérir les connaissances, outils et approches nécessaires pour contribuer efficacement aux mécanismes locaux de prévention et de gestion pacifique des conflits.



Ainsi, le projet soutenu par le PBF contribue non seulement à renforcer la paix durable et la cohésion sociale dans le Logone Oriental, mais aussi à valoriser le rôle des femmes et des jeunes comme véritables artisans du dialogue et de la paix au sein de leurs communautés.

Top chrono ResiTchad: 24 mois pour changer la donne



Ecole de Bisket Farida II en cours de construction à Adré

Un budget, un chronomètre et la demande d'un impact rapide. Résitchad, projet financé par le gouvernement Tchadien à travers la Banque Mondiale, vient renforcer la résilience socio-économique des communautés tchadiennes et des réfugiés soudanais du Ouaddaï, Sila et Wadi Fira à travers la construction d'infrastructures, l'appui aux services sociaux de bases et des aménagements redonnant vie à la résilience.

Nouvelles alliances

En juin 2024, le gouvernement du Tchad a confié au PAM un financement destiné à la mise en œuvre d'un projet ambitieux catalyseur de changement : le volet Impact Rapide du Projet de Développement Territorial et de Résilience au Tchad (RÉSITCHAD), avec une feuille de route et des actions concrètes sur 24 mois pour une enveloppe de 28 millions de dollars subventionnée par la Banque Mondiale.

Le PAM relève le défi avec des équipes calibrées d'experts et un partenariat solide avec le gouvernement, ce qui favorise une mise en œuvre efficiente jalonnée par une

volonté commune de développer des infrastructures viables. Soulignant l'importance de cette collaboration, la ministre déléguée auprès du Ministre des Finances chargée de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale, Fatimé Haram Acyl, a observé avec satisfaction la dynamique enclenchée par le projet « Grâce au financement de la Banque mondiale et à la collaboration avec le PAM, nous démontrons qu'un investissement bien ciblé peut transformer rapidement le quotidien des communautés et renforcer durablement la résilience nationale » a-t-elle souligné.



En matière de renforcement du système de santé, Resitchad prévoit la construction de deux nouveaux centres médicaux, d'un bloc chirurgical qui sera greffé à l'hôpital de district de Hadjer-Hadid, et de sept blocs de maternité supplémentaires dans les hôpitaux environnants les camps accueillants des réfugiés dans les deux provinces. Le tout sera fourni avec du matériel médical, des systèmes d'électrification solaires et des moyens de transport.

Le projet comprend également la construction/réhabilitation de 23 écoles, de 20 forages, de 10 puits pastoraux et la réhabilitation de pistes rurales pour faciliter le commerce local et la desserte des camps de réfugiés.

Les volets du projet s'inscrivent dans les priorités stratégiques du Plan national de développement notamment la santé, l'accès à l'eau, l'éducation, la mobilité et la sécurité alimentaire. Pour encadrer et accompagner la mise en œuvre, une Unité de Gestion du Projet (UGP RÉSITCHAD), formée d'experts

Tchadiens a été mise en place et suit régulièrement les activités avec leurs collègues du PAM. Une véritable dream team au service du développement national s'est formée.

L'alliance PAM-UGP/Resitchad adopte une approche participative prenant en compte les normes et valeurs holistiques nationales. Une coordination effective avec les ministères de la Santé Publique, de l'Eau et de l'Energie, de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable; de la Production et de l'Industrialisation Agricole; de l'Education Nationale et de la Promotion Civique, de l'Elevage et la Production Animale, des Infrastructures, du Désenclavement et de l'Entretien routier appuyée par un cabinet d'ingénierie permet une collaboration efficace. Les bases d'un modèle de gouvernance concertée et durable au service du progrès et de la résilience du Tchad sont lancées.



Changer des vies

Depuis 2018, c'est par la régénération naturelle assistée des terres agricoles et la mise en place de réseaux hydrauliques que le PAM répond à l'insécurité alimentaire au Tchad. Plus de 40 000 hectares de terres soit l'équivalent de 56 000 terrains de football de terres infertiles sont devenus propices à l'agriculture. De Mao à Abeche, d'Amdjarass à Ati, les terres anciennement arides et infertiles laissent place à la poussée de tomates, de pastèques, d'oignons ou encore du gombo. Cultiver, consommer, vendre - c'est à travers cet engagement que le PAM et le gouvernement ont scellé leur alliance.

Le PAM, fort de son double mandat d'expertise dans la gestion d'interventions d'urgence avec des stratégies de développement à long terme dans les secteurs de la nutrition, de l'agriculture ou de l'éducation, s'est positionné aux côtés du gouvernement pour répondre aux crises majeures auxquelles le Tchad est confronté. Sous le lead du gouvernement, l'UGP RÉSITCHAD et le PAM adoptent des stratégies guidées par et pour les Tchadiens.

La synergie d'action entre les autorités locales, l'UGP, le secteur privé, le PAM et les différents ministères sectoriels a permis d'asseoir une collaboration prenant en compte les besoins exprimés par les autorités locales et la population au travers des voix portées par les chefs traditionnels et communautaires, les associations, et les comités locaux.

Pour la Banque Mondiale, les attentes sont claires : ce financement de 28 millions de dollars confié au gouvernement dans le cadre du volet « Impact

rapide à l'Est » doit être un véritable levier de changement pour les populations tchadiennes et les réfugiés soudanais ciblés. Côté gouvernement, l'enveloppe confiée au PAM devra redynamiser en 24 mois les provinces du Ouaddaï, du Sila et du Wadi Fira afin de stimuler l'économie locale, renforcer les services sociaux de base et redynamiser les infrastructures et la résilience des 200 000 bénéficiaires directs qui sont menacés par une précarité endémique.

“L'urgence c'est la résilience” insiste Alexandre Le Cuziat, Directeur pays par intérim au PAM, “ce partenariat avec le gouvernement et le financement de la Banque Mondiale nous permet d'investir dans les infrastructures qui aideront les régions ciblées dans leur développement. Ce financement soutient aussi les services de base en créant des opportunités économiques tout en renforçant la capacité des institutions locales”.



Premiers résultats

Sur le volet éducatif, six nouvelles écoles de 12 salles de classe sur huit prévues sont prêtes et seront réceptionnées à la fin du mois autour des localités d'accueil des réfugiés. Au total, 15 établissements seront équipés d'un réseau d'électrification solaire, 15 forages seront implantés dans les écoles et chaque salle de classe bénéficiera de tables, de chaises, et de grands tableaux. Les 150 professeurs sélectionnés ont déjà été formés par l'UNICEF : tout a été réfléchi et façonné pour offrir aux élèves un cadre d'apprentissage favorable.

« C'est pour nos enfants et nos petits-enfants, nous sommes les acteurs de changement et nous devons nous assurer que le travail est bien fait et qu'on construit quelque chose de durable » a rappelé le Colonel Dilo Bergou, préfet du département d'Assounga lors d'une rencontre de mise au point avec le PAM et l'UGP.

Sur le chantier, le pilotage des travaux est assuré par les ingénieurs du PAM et un cabinet d'experts spécialisé dans le génie rural, le tout sous la supervision de l'UGP RÉSITCHAD. Plus de 10 000 ouvriers recrutés localement ont été impliqués dans la chaîne. Après la construction, la passation - qui a déjà commencée - permettra de déléguer aux professionnels de l'enseignement, de la santé ou encore aux agronomes de l'ANADER les dernières cartes en main en juin 2026.



L'école de Tongori, qui comprend la construction de 12 salles de classe, de forages et d'un réfectoire avec cuisine et magasin.



Nouvelles terres, nouveaux espoirs



Vue aérienne sur le seuil d'épandage de Haraza dans le Wadi Fira.

En plus de la surcharge sur les infrastructures et les ressources, les écosystèmes naturels des provinces de l'Est situés à proximité des camps et des zones d'accueil ont fortement été impactés par l'afflux de nouveaux réfugiés soudanais (presque 900.000 depuis avril 2023). La pression sur les ressources en eau, les ressources alimentaires et ligneuses déjà fragilisées ont largement augmenté au fur et à mesure des arrivées.

Pour répondre à cette situation critique, dix seuils d'épandage seront construits dans les deux provinces. Ces ouvrages qui s'étalent sur plusieurs kilomètres permettront d'optimiser la

gestion de l'eau et de restaurer les terres dégradées sur de vastes superficies. Sur les dix seuils prévus dans le cadre de ce projet, trois ont été érigés avant la saison des pluies et ont offert au sol la capacité d'absorber efficacement l'eau, favorisant ainsi l'irrigation et la régénération des terres agricoles.

Grace à ces aménagements, les agriculteurs pourront cultiver des terres fertiles et riches en nutriments, laissant place à la production agricole à grande échelle. A Haraza par exemple, des centaines de familles ont déjà commencé à vendre leurs récoltes.

Les premiers résultats de Resitchad sont visibles et témoignent d'un début de changement. Le réaménagement d'une route de 45 kilomètres entre Coz Beida et Zabout démarre, tandis qu'une piste rurale de 109 km est en cours d'aménagement pour relier les localités de Tongori, Hajder Hadid et Alacha, dans le département d'Adré. Ces investissements ouvriront la voie à une meilleure connectivité, essentielle pour renforcer l'accès aux marchés, aux soins et aux opportunités économiques.

A travers le développement de nouvelles terres agricoles, la construction d'écoles, d'un bloc chirurgical à l'hôpital district de Hadjer-Hadid, l'implantation de deux nouveaux centres de santé et de sept blocs de maternité, la volonté gouvernementale d'insuffler une nouvelle dynamique dans les provinces ciblées fortement impactées par la crise des réfugiés soudanais, ouvre la porte à de nouvelles perspectives économiques encourageantes.

Resitchad qui a été fondé sur une union formée par le gouvernement, entre organisations internationales (principalement PAM, UNICEF et OIM) et l'UGP constitue une alliance puissante et stratégique conciliant expertises techniques, connaissance des besoins et accompagnement pour une appropriation locale efficiente.

L'engagement de l'UGP se conforme aux lignes du Plan National de Développement Tchad Connexion 2030: « Le projet est mis en œuvre à travers une stratégie d'intervention multisectorielle novatrice, une approche participative et inclusive mettant les communautés au cœur du processus pour une meilleure appropriation des acquis » a souligné Mahamat Nahar, Coordonnateur National du Projet de Développement Territorial.

Les premiers résultats de l'Impact Rapide montrent que des solutions concrètes peuvent répondre aux défis qui touchent le Tchad. Ces avancées rendues possible grâce au financement de la Banque mondiale posent les bases d'un avenir prometteur fondé sur des bases solides.

L'OMS renforce le système de santé à Ati : L'hôpital provincial dispose désormais de sa propre production d'oxygène.



Dans une dynamique soutenue de renforcement des infrastructures sanitaires, le Ministre de la Santé publique et de la Prévention a procédé le 9 décembre 2025 à Ati, à l'inauguration d'une nouvelle centrale de production d'oxygène médical au profit de l'hôpital provincial d'Ati (province du Batha). Cette inauguration marque une étape importante dans l'amélioration des soins et de la prise en charge des patients sur l'ensemble du territoire national. Réalisée grâce au financement du Fonds mondial et avec l'appui technique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), cette installation est capable de produire jusqu'à 60 bouteilles d'oxygène médical de 150 bars par jour, garantissant ainsi une disponibilité continue de ce produit vital pour les soins hospitaliers et d'urgence. Cette installation s'inscrit également dans la stratégie nationale de modernisation du système de santé, visant à assurer un approvisionnement durable et équitable en oxygène médical à toutes les populations. Dr Abdelmadjid Abderahim, Ministre de la santé publique et de la prévention a réaffirmé l'engagement de son département à poursuivre, avec les partenaires, les efforts pour un système de santé plus performant, plus équitable et plus résilient. a

cérémonie a rassemblé plusieurs autorités administratives, civiles et sanitaires, ainsi que la représentante de l'OMS au Tchad, Dre Blanche Anya, qui a souligné l'importance stratégique de cette centrale pour la prise en charge des détresses respiratoires, des cas d'urgence et des maladies chroniques. Elle a également rassuré que pour assurer la pérennité de cette infrastructure, des techniciens locaux ont été formés et un accompagnement technique continue de l'OMS est prévu pour les 03 prochaines années.

La mise en place de ces centrales constitue une avancée majeure pour la santé publique au Tchad, en garantissant une meilleure prise en charge des patients nécessitant de l'oxygène, notamment dans les services de réanimation, de pédiatrie et de soins intensifs, tout en renforçant l'autonomie des établissements de santé provinciaux.

Le Gouvernement tchadien, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, réaffirme son engagement à poursuivre le renforcement des capacités de production locale d'oxygène médical, un élément clé pour sauver des vies et améliorer la qualité des soins dans tout le pays.



Le Tchad, l'OMS et les partenaires unis pour la Journée Mondiale de la Santé Mentale 2025 : Lever le voile, agir avec humanité

Le Tchad a célébré la Journée mondiale de la santé mentale 2025 avec une mobilisation remarquable, de N'Djamena à l'Est du pays, autour du thème : « Santé mentale pour tous : briser les barrières, renforcer les liens ».



À N'Djamena : un engagement national réaffirmé

Au Centre Hospitalier Universitaire de Référence Nationale de N'Djamena (CHU-RN), autorités sanitaires, partenaires et acteurs communautaires ont insisté sur l'urgence d'intégrer durablement la santé mentale dans le système national. Une jeune femme y a livré un témoignage poignant :

« Je pensais que tout était perdu... Mais grâce au soutien des équipes du CHU-RN, j'ai retrouvé ma place, mon travail, et surtout ma dignité. » Son récit a rappelé que l'accès à des soins de qualité peut transformer des vies.

À Adré : les communautés en action

Dans une région touchée par l'arrivée massive de réfugiés soudanais, leaders communautaires, réfugiés et retournés se sont fortement mobilisés. Le comité local, présidé par l'OMS, a contribué à 21 % du budget, marquant un engagement inédit en faveur des plus vulnérables.



À Goz-Beida : la caravane de la solidarité

Caravane de sensibilisation, théâtre participatif, visites aux patients et plaidoyer : la Province du Sila s'est mobilisée pour faire tomber les préjugés et rapprocher les services des communautés, notamment dans les camps de Djabal Kerfi, Zabout et Goz-Amir.

Une réponse essentielle dans un contexte de crise

Depuis 2023, le conflit au Soudan continue de provoquer des traumatismes invisibles chez les réfugiés, les déplacés et même les soignants. Les activités menées ont rappelé la nécessité d'une réponse multisectorielle, incluant le renforcement des ressources humaines, mais aussi la lutte contre la stigmatisation à travers les arts et les médias.



RESTRUCTURATION DE L'ONUSIDA : DEFIS ACTUELS ET OPPORTUNITÉS POUR LE TCHAD

Face à une diminution marquée du financement international et à la nécessité de rendre ses opérations plus efficaces, l'ONUSIDA a engagé depuis 2025 la plus vaste transformation organisationnelle de son histoire. Il s'agit d'une restructuration globale visant à assurer la continuité des services essentiels dans un contexte de ressources limitées. Cette transformation implique une réduction structurelle de 55 % du personnel mondial et une réorganisation profonde des modèles de présence dans les pays.

Dans ce nouveau cadre, l'ONUSIDA fonctionne désormais selon trois types de bureaux : le Bureau Pays Complet (Type 1), dirigé par un Représentant international ; le Bureau Multi-Pays (Type 2), regroupant plusieurs pays avec une seule représentation internationale basée dans l'un d'eux ; et le Bureau avec un chef unique (Type 3), sans structure intégrée complète.

L'objectif global est de maintenir l'impact stratégique sur la riposte au VIH, tout en recentrant les ressources sur les pays les plus touchés, les populations clés, et les contextes de fragilité.

Passage du Bureau Pays au Bureau Multi-Pays

Au Tchad, après plusieurs décennies d'engagement constant aux côtés du Gouvernement tchadien, des partenaires techniques et financiers, de la société civile et des communautés, la restructuration entraînera la transformation du bureau actuel en un Bureau Multi-Pays couvrant le Cameroun, le Tchad et la République Centrafricaine. Dans ce nouveau modèle, le représentant régional sera basé au Cameroun, avec un personnel national restreint maintenu à N'Djamena, financé par le budget de base. D'autres professionnels, tels que des consultants et des volontaires des Nations Unies, pourront compléter l'équipe en fonction des ressources disponibles.

Conséquences opérationnelles immédiates

Cette réduction des effectifs aura un impact significatif sur la capacité opérationnelle de l'ONUSIDA, l'obligeant à adapter son fonctionnement en limitant certaines activités, en réduisant la présence technique internationale et en recentrant ses priorités.

Cependant, le rôle de l'ONUSIDA à aider le pays pour mener une riposte durable, centré sur les personnes les plus vulnérables, inclusive et multisectorielle contre le VIH au Tchad reste inchangé.



SURMONTER LES PERTURBATIONS

Transformer la riposte au sida



Les opportunités positives de la restructuration pour le Tchad

La restructuration de l'ONUSIDA, malgré les défis qu'elle représente, ouvre plusieurs perspectives stratégiques pour renforcer la lutte contre le VIH au Tchad.

Meilleure intégration au système des Nations Unies

Le personnel restant, en continuant à diriger l'équipe conjointe des Nations Unies sur le VIH/SIDA, pourra favoriser : 1) une meilleure intégration des priorités VIH dans la programmation conjointe de l'ONU ; 2) un ancrage institutionnel renforcé au sein du système onusien ; et 3) une collaboration accrue avec les agences co-sponsors et partenaires telles que l'OMS, l'UNICEF, l'UNFPA, le PAM, le HCR, la FAO, OIM, etc. Ce renforcement pourrait également permettre au Tchad de mieux accéder aux financements multi-agences et de s'intégrer dans les stratégies régionales.

Renforcement de la coopération régionale et du partage d'expertise

Dans un contexte de ressources limitées le modèle multi-pays favorise le partage de bonnes pratiques, la mutualisation technique et une meilleure coordination face aux épidémies régionales, notamment aux frontières avec le Cameroun et la RCA. Il facilite aussi la lutte contre la stigmatisation grâce à des actions transfrontalières et optimise la mobilisation de financements régionaux, accélérant ainsi l'harmonisation des stratégies VIH.

Recentrage stratégique et efficacité accrue

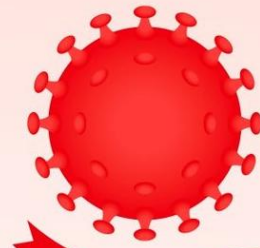
La restructuration permet de se focaliser sur les actions prioritaires, notamment la coordination multisectorielle, l'adoption de solutions innovantes et économiques adaptées aux ressources limitées, ainsi que le renforcement de la réactivité et de l'efficacité. Cela offre au gouvernement tchadien l'opportunité d'affirmer son leadership et de gagner en autonomie dans la lutte contre le sida.



Pérennisation des acquis et
renforcement de la souveraineté
nationale

Un engagement financier accru pour combler les lacunes budgétaires est essentiel pour assurer la pérennisation et la durabilité des acquis. En augmentant les investissements nationaux et en mobilisant des ressources supplémentaires, le Tchad pourrait renforcer ses capacités à maintenir les progrès réalisés et à poursuivre les efforts vers l'élimination du VIH en tant que menace de santé publique. Par ailleurs, la restructuration pourrait offrir une occasion unique au Tchad d'affirmer sa souveraineté nationale dans la lutte contre le VIH. En prenant davantage en main la planification, le financement et la mise en œuvre des programmes, le pays pourra réduire sa dépendance à l'aide extérieure, renforcer l'appropriation locale des stratégies de santé, et inscrire ses actions dans une dynamique d'autonomie et de responsabilité accrue. Ce repositionnement pour permettre au Tchad d'adapter plus efficacement ses interventions aux besoins spécifiques de sa population, tout en consolidant la pérennité des acquis dans un cadre national maîtrisé.

En conclusion, bien que la transition vers un Bureau Multi-Pays constitue un défi, elle présente également des opportunités uniques pour réinventer les modes de travail, encourager une plus grande appropriation nationale, et renforcer l'intégration avec le système onusien. Avec un engagement national accru et un appui technique régional renforcé, le Tchad pourra non seulement maintenir les acquis, mais aussi accélérer la marche vers l'élimination du VIH d'ici 2030. Malgré les défis, la restructuration ouvre plusieurs opportunités stratégiques pour renforcer la lutte contre le VIH au Tchad.



Journée mondiale
de lutte contre
le **SIDA**

1^{er} décembre 2025



**Tous ensemble
pour une
génération
sans SIDA
ni exclusion.**

#JMS2025

MIS EN ŒUVRE PAR



AVEC L'APPUI TECHNIQUE ET FINANCIER



Bonnes fêtes de fin d'année

Happy season's greetings

عطلة رأس السنة الجديدة سعيدة

2020

